

Pénurie des métiers techniques : un défi collectif, pour l'école et l'entreprise

Les entreprises s'investissent dans les dialogues sur les formations professionnelles avec les ministres compétents pour tenter de mettre en œuvre des dispositifs multiples et variés. Mais les échanges entre entreprises et écoles ne sont pas toujours suffisants.

C'est désormais devenu un secret de Polichinelle : il y a des milliers d'offres d'emploi pour les ingénieurs et autres métiers techniques et technologiques qui restent en attente de talents bien formés. Mais ces dernières années, les différentes institutions compétentes constatent un cruel manque d'entraîn des jeunes pour ces filières de formations.

La pénurie dans ce secteur serait, selon beaucoup, la conséquence de problèmes qui se situeraient au niveau de la promotion des formations, autant dans l'enseignement supérieur que dans le secondaire. Et de ce côté de la barrière, on est conscient du problème.

« Nous entendons de façon régulière et systématique qu'il y a une pénurie de vocations dans les métiers scientifiques et techniques de manière générale. C'est un message régulier qui nous vient d'Agoria notamment : les secteurs savent que ces compétences seront de plus en plus nécessaires, voire indispensables, au développement harmonieux des entreprises », explique Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'enseignement.

Une nécessité qui n'est par contre pas assez visible du grand public, ce qui explique en partie le manque d'entraîn des jeunes pour ce type de filières. Pour Karin Van Loon, directrice du département technique de la Haute Ecole Bruxelles-Brabant, il s'agit d'un véritable problème de connaissances. « Nos hautes écoles sont peu visibles, notamment par les écoles secondaires où les professeurs ont, pour la plupart, étudié à l'université et ne connaissent même pas nos formations, particulièrement en ce qui concerne celles d'ingénieur industriel. Et puis il y a un problème de connaissance des métiers pour lesquels on forme, ce sont souvent des métiers cachés. Pourtant, les ingénieurs sont derrière tout : l'eau, l'électricité, l'ordinateur, les chaussures qu'on porte... »

Un travail d'équipe

Aujourd'hui, les entreprises s'investissent dans les dialogues sur les forma-

tions professionnelles avec les ministres compétents pour tenter de mettre en œuvre des dispositifs multiples et variés. Une initiative qui nourrit les demandes de tous ceux qui sont concernés par la situation puisque les entreprises rencontrent régulièrement les étudiants en fin de cursus pour les perfectionner et leur offrir rapidement un emploi. Mais pour Alexandre Lodez, directeur de la haute école HELMo Gramme, en région liégeoise, les échanges entre entreprises et écoles ne sont pas toujours suffisants.

« Les métiers techniques en général souffrent notamment d'un manque de pratique et de terrain. Les formations en alternance restent difficiles à mettre en place chez nous, et c'est dommage. Les formations techniques ont souvent l'ambition d'être de très, très bon niveau, nos ingénieurs sont d'excellents diplômés, mais le monde de l'enseignement n'est pas encore assez ouvert au monde de l'entreprise. Quand on entre dans les réalités du travail, les exigences ne sont plus les mêmes et ça joue souvent de vilains tours. Le niveau d'excellence de la formation, qui est important, est parfois contre-productif par rapport à la compétitivité des entreprises, qui sont très exigeantes et sélectives. »

Le chantier est ouvert

Pourtant, en coulisses, les entreprises travaillent main dans la main avec les autres acteurs de changement.

« Les entreprises se sont investies dans le Pacte d'excellence, notamment en termes de contenu et de recommandations. Les acteurs du marché se préoccupent et s'impliquent dans ces questions de manière légitime, et il est important qu'elles continuent à s'investir ainsi. C'est un processus de réforme de l'enseignement obligatoire qui doit donc se faire en équipe. C'est une sorte de devoir sociétal des entreprises », maintient Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'enseignement.

Le problème est ainsi pris à bras-le-corps par les instances concernées, notamment via le Pacte d'excellence mis en chantier par la Fédération Wallonie-Bruxelles. « On s'implique beaucoup dans la définition des nouveaux référentiels de compétences, c'est-à-dire ce qui est en amont des programmes scolaires définis par les réseaux. Il y a une véritable volonté de transformer le système pour que les jeunes aient un contact concret avec les métiers, ajoute Olivier Remels. Un véritable travail de fond est réalisé par des groupes qui remettront leur copie en principe en fé-

vrier. » Les acteurs de l'enseignement semblent donc vouloir répondre, à long terme, aux besoins de développement des compétences techniques chez les jeunes.

LUCIE HERMANT

Sonnette d'alarme de l'industrie

Le marché de l'industrie tire la sonnette d'alarme : il n'y a plus assez d'ingénieurs en Belgique et cela a un impact dangereux sur l'économie du pays. À court de main-d'œuvre, les entreprises n'arrivent plus à remplir leurs carnets de commandes.

Dominique Demonté, directeur général d'Agoria Wallonie, pointe des constats inquiétants : « En février 2018, on a mené une enquête auprès de 350 entreprises. Et, parmi elles, 80 % nous disaient que recruter des talents était devenu un problème récurrent en ce qui concerne les profils technologiques. Pour ces acteurs du marché industriel, le recrutement est devenu un véritable enjeu : ils en arrivent à devoir refuser des contrats car ils n'ont pas le "manpower" nécessaire pour assurer la demande. C'est un véritable frein au développement de nos entreprises, et donc au développement économique en Wallonie. »

Pourtant, ce ne sont pas les initiatives qui manquent. « Le constat de cette pénurie est partagé par les différents acteurs : par le monde patronal, syndical, politique... En 2018, c'est 25.000 personnes qui ont été formées par les centres de compétences que nous encadrons, et ce sont des dynamiques qu'on doit renforcer. L'investissement dans le capital humain est la clé dans le domaine technologique. »

Malheureusement, et malgré les nombreux efforts fournis à plusieurs niveaux, la pénurie risque de se maintenir un bon moment. Les entreprises doivent en effet de plus en plus faire face à un nouveau défi de taille, lié à la grande vitesse à laquelle les technologies et le numérique évoluent. « On a étudié l'impact de la digitalisation sur le marché du travail en Belgique et le constat est clair : on va avoir d'énormes besoins en termes de formations dans le secteur. La pénurie des métiers techniques et de l'IT va donc encore s'accroître. » Mais les travaux sont déjà en route pour tenter de limiter les dégâts, notamment avec les mesures « coup-de-poing » du ministre Jeholet et la mise en place d'un plan de compétences digitales.

LHT